

Qu'allait faire le leader de l'aile gauche ? Le 3 janvier, dans un meeting, il condamnait publiquement l'exigence des manifestants qui criaient : « Marche sur Bruxelles ! » Il y opposait l'abandon éventuel de l'outil de travail, mot d'ordre, rappelons-le, de caractère profondément démobilisateur. En effet, la bourgeoisie belge n'a pas hésité à perdre plusieurs milliards de francs pour éviter qu'une victoire, même partielle, du prolétariat ouvre une période révolutionnaire où le problème du pouvoir serait directement posé. Si André Renard avait décidé de faire suivre ses paroles par des actes, l'abandon de l'outil aurait coûté cher au capitalisme belge, mais certainement moins cher qu'une menace directe contre sa domination de classe. Souvenons-nous. Dans tous les pays et en toutes circonstances, la classe dominante est prête à payer n'importe quel prix pour conserver intact son appareil d'état. Déjà, Thiers, en 1871, préférerait verser à Bismarck de lourdes indemnités plutôt que d'armer le Paris des « Communards ». De plus, le mot d'ordre désespéré de l'abandon de l'outil a été lancé par Renard à un moment où la situation était loin d'être désespérée. Bien au contraire, la vague montante de la grève générale venait d'atteindre son plus haut point et l'assassinat d'un ouvrier bruxellois agissait comme un coup de fouet décisif ; le cœur de chaque gréviste était plein de haine contre la bourgeoisie et son état. Ainsi, le mot d'ordre d'abandon de l'outil de travail, que Renard n'a pas osé réaliser, apparaît essentiellement comme ayant été lancé par le secrétaire général adjoint de la F.G.T.B. pour détourner les masses de l'objectif qu'elles s'étaient spontanément assigné : la marche sur Bruxelles, défi clair et ouvert au pouvoir bourgeois.

Au moment même où il formulait ce mot d'ordre, André Renard allait porter un coup plus décisif encore aux masses en lutte, par sa proposition de fédéralisme wallon. Qu'il y ait en Wallonie un sentiment régionaliste, aucun doute. Mais, dans la grève générale, les ouvriers flamands supportaient les plus grandes difficultés ; malgré cela, les secteurs de Gand, Anvers, Bruges, etc., étaient dans l'action aux côtés des ouvriers wallons, eux-mêmes suspendus aux nouvelles concernant l'extension de la grève générale en pays flamand. C'est alors que Renard allait organiser lui-même la division du front prolétarien, en mettant en avant des revendications spécifiquement wallonnes, qui tendaient à localiser, à régionaliser la grève générale, alors que celle-ci dressait le prolétariat belge tout entier, uni, contre la bourgeoisie belge unie derrière son gouvernement.

La tactique d'André Renard découlait de son appréciation d'ensemble du caractère de la grève générale, appréciation qui, elle-même, était le fruit de son idéologie réformiste.

André Renard s'est prononcé pour les réformes de structure qui, nous l'avons signalé, ne vont pas au-delà de revendications compatibles avec la préservation du régime capitaliste. Pour lui, selon ses propres termes, la grève générale est une « grève économique qui fait peser une pression sur le capitalisme et l'état ». Ce n'est donc pas une grève

politique incluant dans ses objectifs essentiels le renversement révolutionnaire du capitalisme et de l'état. L'objectif qu'André Renard s'assigne c'est : « la constitution en Wallonie d'un gouvernement socialiste majoritaire » (donc collaborant avec la minorité social-chrétienne) qui « permettrait d'expérimenter l'application ici de notre programme de réformes de structure, et par là même de créer en Wallonie une atmosphère d'expansion économique ».

Autrement dit, Renard se proposait de constituer un gouvernement socialiste de province, de « land », tel qu'il en existe dans l'Allemagne d'Adenauer ! Le radicalisme des mots ne doit pas cacher le caractère réformiste d'une telle politique.

LA « GAUCHE » ?

C'est parmi les militants regroupés autour du journal *La Gauche*, et parmi les Jeunes Gardes Socialistes, que la conscience des objectifs révolutionnaires de la grève générale a été la plus nette. Les militants se sont dépensés sans compter, cherchant, avec des moyens et une audience limitée, à franchir le barrage des appareils. Néanmoins, les positions officielles, telles qu'elles se sont exprimées dans *La Gauche*, ne sont pas des plus claires. Sur la question capitale du programme, *La Gauche* a fait siennes les réformes de structure. Et, sauf dans certains articles de J. Yerma, *La Gauche* est restée largement dépendante de l'attitude adoptée par André Renard.

Sur le mot d'ordre de l'abandon de l'outil, *La Gauche* du 7 janvier écrivait : « Les dirigeants wallons de la F.G.T.B. ont décidé d'abandonner en temps voulu l'outil. C'est une arme terrible et efficace. »

Il n'apparaît pas que l'abandon de l'outil ait été une « arme terrible et efficace ».

En fait, ainsi qu'en témoignent les comptes rendus des meetings publics, *La Gauche* n'a pas voulu ouvrir une autre voie que celle que s'était définie André Renard.

Nous lisons dans cet hebdomadaire (numéro du 14 janvier) sous la signature de Gaston Dobbeleer : « Les 40.000 travailleurs concentrés place Saint-Paul, à Liège, écoutèrent calmement la magnifique harangue d'André Renard... »

Dans le même numéro, sous la signature de E. Glinne : « Au pays noir... un peu partout, on réclame et acclame Renard, La Gauche et les hommes qui symbolisent les tendances radicales de notre mouvement. »